

RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES

*RESIDENCE JEUNES
ACACIAS COLOMBIER*

31/12/2023

***.*

S O M M A I R E

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER

Association

Siège social : 29 rue du Colombier

45000 ORLEANS

SIREN : 775 499 825

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**SUR LES COMPTES ANNUELS***Exercice clos au 31/12/2023*

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par l'association, nous avons été conduits à examiner la correcte comptabilisation des subventions décrites dans la note relative aux subventions d'exploitation de l'annexe. Nous avons par ailleurs obtenu les éléments probants recherchés sur l'évaluation et l'exhaustivité des produits d'exploitation.

L'association a constitué une provision pour couvrir les engagements relatifs aux départs à la retraite dont le montant s'élève à 190 468€ à la clôture de l'exercice. Les modalités de détermination de cette provision sont relatées dans la note relative aux engagements de retraite de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner le processus d'estimation et nous avons vérifié les données significatives utilisées ainsi que les calculs effectués afin de pouvoir corroborer le montant de la provision inscrite au passif du bilan à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement associatif relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants

et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 12 Juin 2024

Le Commissaire aux comptes
ORCOM AUDIT


Anne-Laure BRUN
Associée

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	15 836	13 697	2 139	31
Immobilisations corporelles	4 371 689	3 357 059	1 014 630	1 115 799
Immobilisations financières	13 755		13 755	13 755
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 401 280	3 370 755	1 030 524	1 129 585
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)	7 210		7 210	5 482
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	38 677		38 677	28 375
Autres	125 300		125 300	111 075
Valeurs mobilières de placement	1 206 584		1 206 584	1 000 304
Disponibilités (autres que caisse)	1 449 802		1 449 802	1 477 270
Caisse	1 018		1 018	812
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 828 590		2 828 590	2 623 318
REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	11 466		11 466	7 186
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
TOTAL REGULARISATION	11 466		11 466	7 186
TOTAL GENERAL	7 241 336	3 370 755	3 870 581	3 760 089
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

ALB

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	208 932	208 932
Ecart de réévaluation		
Réserves	2 283 514	2 135 933
Résultat de l'exercice	168 112	147 581
Report à nouveau	123 125	123 125
SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE	2 783 683	2 615 571
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement	100 864	112 469
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	2 884 547	2 728 041
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	190 468	181 508
FONDS DEDIES		
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	211 986	199 519
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	1 054	328
Fournisseurs et comptes rattachés	209 043	172 730
Autres	367 675	467 127
TOTAL DETTES	789 759	839 704
Produits constatés d'avance	5 806	10 837
TOTAL GENERAL	3 870 581	3 760 089
(1) Dont à plus d'un an (a) Dont à moins d'un an (a)	794 511	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

AB

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	2 089 192	1 921 960
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	571 695	526 062
Cotisations	7 124	7 230
Autres produits	172 421	213 259
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	2 840 432	2 668 511
CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements	215 460	171 190
Variation des stocks (approvisionnements)	-1 728	-1 671
Autres charges externes	1 069 738	1 021 478
Impôts, taxes et versements assimilés	84 831	84 601
Rémunérations du personnel	900 046	860 915
Charges sociales	314 478	287 265
Dotations aux amortissements	147 631	128 231
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	232	210
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	2 730 688	2 552 220
RESULTAT D'EXPLOITATION	109 744	116 291
PRODUITS FINANCIERS	26 716	8 354
CHARGES FINANCIERES	48	97
PRODUITS EXCEPTIONNELS	43 031	23 378
CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 331	345
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
EXCEDENT OU DEFICIT	168 112	147 581

Ressources	
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	
Total	
Emplois	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations	
Personnel bénévole	
Total	

AS

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : RESIDENCES JEUNES ACACIAS-COLOMBIER

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 3 870 581 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 168 112 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 11/04/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association loi 1901 Résidences Jeunes Acacias Colombier a pour objet :

- de favoriser l'insertion sociale, culturelle et professionnelle des jeunes par l'habitat,
- de mettre à la disposition de tous ses membres les services liés à l'hébergement, à la restauration et aux activités socio-éducatives,
- de mettre en oeuvre toute action de nature à faciliter l'accès des jeunes à un logement autonome,
- de participer à toute instance relative au logement et à l'insertion des jeunes

Ces objets concourent tous à la même finalité: accompagner les transitions de la jeunesse à l'âge adulte en favorisant l'autonomie. Elle cible donc un public spécifique de par son âge et qui se caractérise de fait par sa mobilité : géographique, professionnelle et sociale. Le principe de mixité sociale est la composante essentielle de sa politique d'accueil.

L'association se donne comme missions :

- D'offrir une gamme de logements de qualité au plus près des bassins d'emploi
- De permettre aux jeunes accueillis d'être soutenus dans le cadre de leur première autonomie
- De favoriser le vivre ensemble
- De contribuer à l'accompagnement de jeunes en situation fragile et vulnérable
- De participer aux politiques publiques

Pour ce faire elle se dote de moyens et de leviers d'action :

- Des moyens humains : bénévoles, salariés et partenaires impliqués dans le projet
- De moyens financiers attachés à un modèle économique innovant qui mêle ressources autoproduites et financements publics
- De moyens matériels : patrimoine immobilier propre ou sous gestion

Ainsi elle gère 327 logements conventionnés en résidence sociale et d'autres logements en diffus et propose les services suivants :

- la production et distribution de repas dans deux restaurants associatifs
- un accueil du public avec des services administratifs et des services socio-éducatifs proposant un appui individualisé
- des accueils de nuit avec présence adulte assurée par des agents d'accueil et de sécurité
- des espaces de socialisation comme la cafétéria, des salles de réunion et d'activité animés par du personnel qualifié

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.



Règles et méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 2 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,17 %
- Taux de croissance des salaires : 2 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : TH 00-02 pour les hommes et TF 00-02 pour les femmes

AB

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 495	2 341		15 836
Immobilisations incorporelles	13 495	2 341		15 836
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	2 223 440			2 223 440
- Constructions sur sol d'autrui	45 735			45 735
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	324 450	7 716	16 933	315 232
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 202 867	6 518	2 194	1 207 191
- Installations générales, agencements aménagements divers	368 725	4 556		373 280
- Matériel de transport	60 036			60 036
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	99 876	14 972	1 966	112 883
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	30 384			33 892
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 355 512	33 762	21 093	4 371 689
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	13 755			13 755
Immobilisations financières	13 755			13 755
ACTIF IMMOBILISE	4 382 762	36 103	21 093	4 401 280

AB

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 341	33 762		36 103
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	2 341	33 762		36 103
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		21 093		21 093
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		21 093		21 093

AB

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 464	233		13 697
Immobilisations incorporelles	13 464	233		13 697
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	1 485 924	82 777		1 568 701
- Constructions sur sol d'autrui	35 391	1 429		36 820
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	278 376	8 684	1 966	268 162
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 005 492	31 390	2 194	1 034 720
- Installations générales, agencements aménagements divers	304 718	6 861		311 579
- Matériel de transport	36 044	4 883		40 926
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	93 769	6 313	1 966	96 151
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	3 239 714	142 336	6 125	3 357 059
ACTIF IMMOBILISE	3 253 178	142 569	6 125	3 370 755

AB

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 189 199 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	13 028		13 028
Autres	727		727
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	38 677	38 677	
Autres	125 300	125 300	
Charges constatées d'avance	11 466	11 466	
Total	189 199	175 443	13 755
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - rrr a obtenir	7 252
Banque - Intérts Courns Recevoir	13 440
Total	20 692

AB

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	208 932				208 932
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 135 933	147 581			2 283 514
Report à Nouveau	123 125				123 125
Excédent ou déficit de l'exercice	147 581	-147 581	168 112		168 112
Situation nette	2 615 571		168 112		2 783 683
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	112 469			11 605	100 864
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 728 041		168 112	11 605	2 884 547

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	181 508				190 468
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	181 508				190 468
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		8 960			
Financières					
Exceptionnelles					

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 794 511 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	211 986	211 986		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	209 043	209 043		
Dettes fiscales et sociales	273 694	273 694		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	93 981	93 981		
Produits constatés d'avance	5 806	5 806		
Total	794 511	794 511		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-12 467			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	70 092
Dettes provis. pr congés payer	84 521
Prov CP Maladie	13 325
Personnel - autres charges a payer	13 859
Charges sociales s/conges a payer	36 359
Prov ch sur CP Maladie	4 531
Charges sociales - charges a payer	5 544
Charges fiscales s/conges a payer	4 226
Total	232 457

ASB

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	11 466		
Total	11 466		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	5 806		
Total	5 806		

AB

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 7 660 euros

Honoraire des autres services : 0 euros



Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	

Néant

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 190 468 euros
Les obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite ont été évaluées à la date du 31 décembre 2023.

Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation en provisions pour risques et charges.

Le montant provisionné 190 468 euros est déterminé à la clôture de l'exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel, de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode des unités de crédit projetées avec prorata des droits à terme, cette méthode actuarielle intègre des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ et de rentabilité des placements à long terme à la date de clôture.

AB

RESIDENCE JEUNES ACACIAS COLOMBIER

Association

Siège social : 29 rue du Colombier

45000 ORLEANS

SIREN : 775 499 825

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES****REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.



CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé avec des entités ayant des représentants communs

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article R. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à ORLEANS, le 12 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT


Anne-Laure BRUN
Associée